



L'hôpital public : le choix du progrès !

Christine est aide soignante depuis 20 ans dans un service de médecine gériatrique à l'hôpital. Jamais, elle n'a connu de conditions de travail aussi dégradées. Dans son service, les patients sont régulièrement confrontés à un défaut de prise en charge dû à l'insuffisance d'infirmiers et d'aides-soignants. Les patients (personnes âgées) sont alimentés en 4 minutes avec des repas souvent mixés. Leurs toilettes sont

effectuées en 7 minutes. Ce qui pourrait s'apparenter à de la maltraitance institutionnelle et insidieuse qui ne cesse de croître. L'ensemble des personnels (paramédicaux et médicaux) ne veulent pas la cautionner. Cet exemple n'est pas rare. Malheureusement, il est de plus en plus courant de voir des plans de retour à l'équilibre provoquer ce qui est pudiquement appelé des procédures dégradées. *(On ne peut plus offrir de la qualité alors on assure la sécurité)*

Des soins ou du confort ?

Aujourd'hui, certaines directions **affirment que les personnes âgées n'ont pas toutes besoin d'une toilette par jour, arguant leurs habitudes de vie, (chez eux ils ne se douchent pas tous les jours, alors...)** et que tout est question d'organisation. Pourtant, ce sont bien les directions qui sont chargées de l'organisation non !!? Dans le même temps, le corps médical maintient que l'hôpital public doit au minimum proposer ce soin de base à chacun.

Ce hiatus entre l'administration et le médical est aujourd'hui monnaie courante. La crainte des soignants de voir leur diplôme remis en cause pour faute professionnelle est quotidienne. L'inadéquation des effectifs en fonction de la charge de travail, signifie l'abandon pur et simple de certains soins, de certains gestes, de certains regards !

Nos dirigeants, devraient aujourd'hui, en corollaire à

leurs orientations politiques, indiquer aux personnels soignants quels sont les types de malades qu'il ne faudrait plus prendre en charge ? Quels sont les soins qu'ils ne devraient plus dispenser ? En d'autres termes, mettre de la transparence sur le niveau et la qualité des soins qu'ils souhaitent pour les français. Qui peut croire, aujourd'hui, que cette politique, c'est la politique du « mieux soigner » ! ? C'est tout le contraire ! La politique du pire.

Se sont **100 000 lits supprimés en 20 ans** avec pour principale conséquence visible l'engorgement des urgences. Dans le même temps, la population augmente et vieillit. La « maltraitance institutionnelle » ne cesse d'augmenter faute de personnel et de moyens, dans l'indifférence la plus totale de certaines de nos « élites ». L'enjeu est pourtant de taille : **en 2050, un français sur trois aura plus de 60 ans.** Les besoins de santé seront de plus en plus importants.

La vraie question est de savoir quelle santé pour demain ?

La santé est un investissement pour le pays, un vecteur de progrès. Sous prétexte de choix politiques, opérer des réductions importantes dans son financement nuira à court moyen et long terme sur la qualité, et sur l'offre de soins. L'accès aux soins ne sera plus républicain et égalitaire.

Il y a 70 ans, la France à la sortie d'un grand conflit, **exsangue**, décidait, dans un élan de solidarité, dans un élan d'équité, dans un élan d'universalité, de protéger d'abord les plus pauvres et les malades, du berceau

jusqu'à la tombe en créant la sécurité sociale.

Aujourd'hui, nous avons l'un des systèmes de protection sociale les plus protecteurs du monde et qui permet d'amortir les effets des crises sur les plus faibles. Pour rappel, 72 % de la population mondiale n'a pas de système de protection sociale !

Encore en 2016 et plus que jamais, il nous faut défendre cette solidarité afin que notre système de soins soit un modèle de santé et non d'indignité.

Il faut convaincre nos « élites » de faire le choix du progrès.

